

population, mais également des mécanismes de contrôle inédits de l'action des gouvernants » (p. 35).

FRANÇOIS OTCHAKOVSKY-LAURENS

1 - Paolo CAMMAROSANO, *Italia medievale. Struttura e geografia delle fonti scritte*, Rome, Carocci, [1992] 1998; Michael T. CLANCHY, *From Memory to Written Record: England, 1066-1307*, Oxford, Blackwell, [1979] 2000; Hagen KELLER *et al.* (dir.), *Pragmatische Schriftlichkeit im Mittelalter. Erscheinungsformen und Entwicklungsstufen*, Munich, Fink, 1992.

2 - Michel FOUCAULT, *Le pouvoir psychiatrique. Cours au Collège de France, 1973-1974*, éd. par J. Lagrange, Paris, Gallimard/Le Seuil, 2003, p. 16; *Id.*, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, éd. par M. Sennelart, Paris, Gallimard/Le Seuil, 2004, p. 111-113.

### Patrick Lantschner

*The Logic of Political Conflict in Medieval Cities: Italy and the Southern Low Countries, 1370-1440*  
Oxford, Oxford University Press, 2015,  
xii-275 p.

Cet ouvrage, qui est la version remaniée d'une thèse de doctorat, est sans doute aucun une nouvelle étude majeure dans le domaine de l'histoire politique de la fin du Moyen Âge. Sa conception est claire et cohérente : à partir d'une étude comparative des oppositions politiques, des « groupes d'action » et des mécanismes de conflit dans trois villes du Nord de l'Italie et du Sud des Pays-Bas, les deux régions les plus urbanisées de l'Europe médiévale, l'auteur développe un modèle historico-politique de ce qu'il appelle un « ordre politique polycentrique » (p. 3). L'ambition de Patrick Lantschner est de développer un cadre alternatif pour l'analyse d'insurrections déjà fort étudiées et des conflits intra-urbains dans la ville des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

L'étude des soulèvements médiévaux, que nombre d'ouvrages plus anciens ont décrits de manière fragmentaire, reçut à la fin des années 1960 et au début des années 1970 une première impulsion par le biais des travaux deve-

nus classiques de Michel Mollat du Jourdin et Philippe Wolff ou de Guy Fourquin<sup>1</sup>. La discussion abordait en particulier la question de savoir s'il s'agissait d'authentiques mouvements « du bas vers le haut » ou de conflits manipulés par des factions élitaires ou par des figures dirigeantes. Les interrogations majeures portaient aussi sur les révoltes citadines et paysannes, et leurs liens avec la situation économique, notamment la pression fiscale grandissante, ainsi qu'avec les conditions de guerre, en particulier celles qui furent vécues au cours de l'ère dite « de crise » que constitua la fin du Moyen Âge. Au cours des années 1980, ce fut le modèle pour l'étude de l'« action collective », développé par le sociologue historique Charles Tilly, qui imposa la perspective dominante<sup>2</sup>.

Dans son sillage, des historiens comme Wim Blockmans et Marc Boone cherchèrent à découvrir au sein de la société des contradictions structurelles plus importantes que les antagonismes de classe traditionnels, des « répertoires » de la mobilisation ou encore la place des révoltes urbaines par rapport au processus de formation de l'État à la fin du Moyen Âge. Plus récemment, Samuel Cohn proposa une réévaluation de l'importance fondamentale des soulèvements comme élément permanent dans le jeu politique de la société médiévale<sup>3</sup>. Par la suite, d'autres médiévistes attirèrent l'attention sur les aspects culturels et discursifs de la politique « populaire » du Moyen Âge, soit un ensemble d'éléments auxquels s'intéressent également les spécialistes des soulèvements populaires du début des Temps modernes<sup>4</sup>.

F. Lantschner semble accepter les principales conclusions de S. Cohn mais s'engage très peu dans une discussion explicite avec ses prédécesseurs. Surtout, l'influence de ce soi-disant « tournant culturel » est chez lui relativement limitée. Son approche politicologique et institutionnelle est des plus légitimes. Dans les six villes sélectionnées, il cherche à dégager et mettre en avant les institutions, telles que les paroisses et les corporations de métiers, qui ont déterminé la vie sociale et politique – dans le sens où elles pouvaient devenir des « groupes d'action » –, formant des coalitions spécifiques afin d'influencer la vie publique et d'évoluer ainsi au sein du champ politique. De cette manière, il va au-delà de la tendance récente

qui se focalise surtout sur la « politique populaire », soulignant que les élites politiques ont bel et bien joué un rôle dans ce processus. F. Lantschner n'est pas le premier à souligner l'importance de coalitions plus larges entre les groupes sociaux urbains dans la lutte pour le pouvoir, mais le modèle d'analyse qu'il développe est néanmoins un outil puissant qui aura sans aucun doute un impact sur l'historiographie. Il traite toujours en miroir une ville italienne et une ville de la partie française des Pays-Bas méridionaux.

Vu que les villes néerlandophones de Flandre et de Brabant ont été beaucoup plus étudiées dans ce contexte, le choix empirique de l'auteur est compréhensible dans le sens où il a voulu éviter les sentiers battus. La même chose vaut pour les villes rhénanes qui ne sont pas systématiquement abordées dans cette étude comparative alors que leur présence semblait tout à fait pertinente. F. Lantschner décrit trois idéal-types. À Bologne et à Liège, il observe des systèmes institutionnels volatils et naturellement chargés de conflit, conduisant à des explosions endémiques de rébellion violente. À Florence et à Tournai, il relève plutôt des formes fortement constitutionnelles pour régler les conflits, allant de la « négociation » à la manipulation des mécanismes électoraux. Enfin, à Lille et à Vérone, à première vue moindres foyers de révolte, les protestations étaient en effet moins visibles vu que le cadre institutionnel permettait de les empêcher et de les contrôler – en les canalisant – par le biais de pétitions ou d'autres formes juridiques. En développant ces études de cas, l'auteur fait preuve d'une connaissance approfondie d'une quantité impressionnante de sources et de littérature secondaire. De ce fait, sur le seul plan empirique, ce livre peut être considéré comme exemplaire. S'il est vrai que les trois modèles distingués par F. Lantschner sont peut-être trop rigoureusement définis et que, dans de nombreux cas concrets, d'autres villes peuvent à des périodes spécifiques entrer dans au moins deux ou plusieurs de ces types, l'auteur n'ignore pas ce problème : les formes « mixtes » sont également possibles.

Quelques réserves peuvent néanmoins être formulées à l'égard de cette approche fortement institutionnaliste. F. Lantschner a ten-

dance à esquiver un certain nombre de questions importantes et traditionnelles et il n'aborde parfois que de manière partielle et sélective la discussion avec ses prédécesseurs. En dépit de la pertinence de son modèle, ces absences en diminuent un peu la portée. Ainsi, la nature économique spécifique des villes étudiées reste trop à l'arrière-plan. Les aspects politiques sont expliqués uniquement en référence au cadre politique et à une constellation spécifique d'institutions, alors que les enjeux économiques de la lutte ne sont qu'à peine pris en considération. Il est cependant légitime de se demander dans quelle mesure les différences institutionnelles entre les trois paires de villes typologiques qu'il distingue n'ont pas des racines plus profondes – fût-ce partiellement et en conservant une certaine autonomie du champ politique et une sorte de « dépendance au sentier » – liées à leurs situations différentes en termes de production et de marché et aux relations de production spécifiques qui en résultaient.

Par exemple le grand pouvoir de l'artisanat dans les villes flamandes de Bruges, Gand ou Ypres est à mettre en relation avec le poids dominant de l'industrie textile. Il ne s'agit pas là d'une critique marxiste classique : F. Lantschner semble également sous-estimer, *de facto*, l'importance des systèmes idéologiques, et notamment du droit coutumier et des pratiques juridiques urbaines en général, de même qu'il esquisse des thèmes comme ceux de la « culture populaire » et de la « religion populaire ». Certes, cela paraît bien ambitieux pour un seul livre, mais il est vrai que ces omissions mènent souvent à une perspective de l'« acteur rationnel ». Voilà certainement un thème de discussion important par rapport à cette approche.

Toujours est-il que ces critiques sont avant tout de nature paradigmatique et le débat reste ouvert. Ce livre permet un grand pas en avant dans l'étude de la politique urbaine du Moyen Âge tardif. Les taxonomies et le cadre d'analyse sont audacieux et clairs. Aussi, un ouvrage comme celui-ci ne manquera-t-il pas de susciter de nombreuses discussions et de faire évoluer le paysage historiographique sur cette question.

1 - Michel MOLLAT DU JOURDIN et Philippe WOLFF, *Ongles bleus, Jacques et Ciompi. Les révolutions populaires en Europe aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Paris, Calmann-Lévy, 1970 ; Guy FOURQUIN, *Les soulèvements populaires au Moyen Âge*, Paris, PUF, 1972.

2 - Charles TILLY, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, 4-1, 1984, p. 89-108.

3 - Samuel K. COHN, *Lust for Liberty: The Politics of Social Revolt in Medieval Europe, 1200-1425: Italy, France and Flanders*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

4 - Jan DUMOLYN *et al.* (dir.), *The Voices of the People in Late Medieval Europe: Communication and Popular Politics*, Turnhout, Brepols, 2014.

**Patrick Boucheron  
et Jean-Philippe Genet (dir.)**

*Signes, traces, empreintes du pouvoir  
(XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*

Paris/Rome, Publications de la Sorbonne/  
École française de Rome, 2013, 527 p.

L'histoire du politique telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui s'attache à bon droit non plus seulement aux institutions, aux constitutions, aux régimes et aux porteurs ou agents de la décision ou de la légitimité, mais aussi aux modes de domination, de transaction, de délibération et de négociation, aux dispositifs normatifs et aux racines culturelles, intellectuelles et religieuses du champ ou de l'objet politique, aux discours, aux images et mémoires, bref aux représentations et à leur grammaire symbolique et idéologique. C'est dans ce périmètre élargi, recomposé par un élan interdisciplinaire et comparatif, que s'est d'abord inscrit le programme de recherche consacré à la « Genèse de l'État moderne ». Sous l'égide de son directeur, Jean-Philippe Genet, et de Patrick Boucheron, un second souffle a prolongé le mouvement sous la forme d'un projet intitulé « Le pouvoir symbolique en Occident (1300-1640) », dont le présent volume est issu.

Tel un retable médiéval, trois volets composent le triptyque : les vecteurs de l'idéal, les systèmes de valeurs et une analyse comparative synchronique et diachronique des formes de l'État et de sa représentation. Si l'on s'accorde à penser que le pouvoir n'est pas seulement

puissance et décision mais aussi, et peut-être avant tout, signe, alors convient-il de considérer à la fois le signe opposé à celles et ceux qu'il domine (signe « sur », si l'on veut) et le signe manifesté de sa propre légitimité (signe « de », par conséquent). Un tel vocabulaire, revendiqué d'emblée par les éditeurs du volume, place la réflexion à un double niveau : celui d'une méthode et celui d'une sémantique. Ce dont il est plus précisément question n'est rien moins que le déploiement, en un temps et dans des lieux donnés, d'une rhétorique de la puissance par un marquage, en l'occurrence sur le théâtre très particulier que forment les villes d'Occident du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, autrement dit au moment de l'achèvement de la grande poussée urbaine de la première modernité européenne, ou plutôt et plus sûrement de la mise en place des réseaux urbains.

La lecture du recueil fait aussitôt comprendre que le déplacement méthodologique et sémiologique recherché, et opéré, a pour conséquence immédiate, qui n'est pas mince, de modifier la définition que l'on peut et doit formuler de la ville elle-même. Il faut, en effet, pour saisir le sens et la nature d'une nouvelle rhétorique des marques urbaines du pouvoir (lequel peut-être ecclésiastique, royal, princier ou citoyen lui-même), ne plus se contenter d'une caractérisation simplement démographique, économique ou monumentale de la ville, mais faire l'hypothèse d'une cité conçue comme la mise en contemporanéité, à la fois culturelle, sociale et spatiale, d'éléments construits, placés et conservés par des temporalités différentes et qu'il convient chaque fois de renommer, d'actualiser et de réaffecter, bref de remettre au présent sans anéantir le palimpseste qui leur donne sens.

Par un joli jeu d'images changeantes, dans leur support comme dans leur matérialité et leur efficacité, les vingt-deux contributions rassemblées observent le marquage, le traçage et la signature du pouvoir en ville sur le double mode d'un entassement vertical (châteaux, élévations, palais, tours, portes, arcs, etc.) et d'un étalement horizontal, l'un et l'autre reliés par les linéaments d'une déambulation et de déplacements ou mobilités également contrôlés (ne serait-ce que par les rituels bien connus des processions et des entrées).